

L'agro-alimentaire, numéro un de l'industrie québécoise

L'industrie de la transformation alimentaire se classe au premier rang des industries québécoises par la valeur des produits finis mis en marché chaque année.

En terme de création d'emploi, le secteur alimentaire vient au troisième rang après les textiles et le bois. Il en est de même au chapitre des investissements manufacturiers. Avec ses \$118,6 millions d'investissement en 1973, l'industrie des aliments et boissons comptait pour 9,2 pour cent du total des investissements crédités à l'industrie manufacturière de la province.

Au stade primaire, la valeur brute de la production se chiffrait en 1974 par \$1,254 millions.

La transformation des produits agricoles domestiques (50%) et de tout ce que l'industrie de la transformation alimentaire importe d'autres provinces au pays génère une masse de biens de consommation d'une valeur globale de \$2,4 milliards.

Ce chiffre compte pour 20 pour cent de la valeur de la production manufacturière du Québec. Il représente le triple de la valeur des expéditions du textile qui emploie beaucoup plus de travailleurs et huit fois la valeur des transactions du marché du meuble et des appareils électriques de toutes sortes à la consommation, selon Statistique Canada.

Ces chiffres n'incluent cependant pas la valeur totale des transactions de plus de 10.000 entreprises du réseau de distribution (épiceries). Or, si on voulait tenir compte de la contribution totale de l'industrie de l'alimentation à l'emploi, au revenu national et au pouvoir d'achat du Québec, il faudrait pouvoir ajouter cette somme que la statistique ne permet malheureusement pas d'établir de façon précise.

Le rythme de croissance de cet ensemble industriel et commercial est d'environ 9% par année. En ce qui a trait à la rentabilité du capital, le secteur aliments et boissons (moins les eaux gazeuses et les boissons alcooliques) se situe à 7,2% par rapport à 6,5% pour l'ensemble du secteur manufacturier selon une étude de la firme conseil CEGIR commanditée par la Direction générale de l'industrie du ministère de l'Industrie et du Commerce.

Innovation

Une récente étude de l'OCDE indiquait que dans l'ensemble des pays industrialisés, la production agri-

cole s'écoule de moins en moins à l'état frais pour être absorbée dans une très grande proportion par les industries de transformation.

Au Québec, on n'observe cependant pas cette tendance, notent les auteurs du document.

On constate que la concentration des entreprises de transformation s'effectue au Québec à un rythme comparable à celui des autres provinces. Ainsi, en 1971, selon le bureau de la Statistique du Québec, 1621 entreprises participaient à des activités du secteur alimentaire. On en compte aujourd'hui près de 40 pour cent de moins.

Cette concentration a été facilitée par le fait que, depuis toujours, le secteur de la transformation alimentaire a été caractérisé par la présence de quelques géants autour desquels gravitent un grand nombre de petites entreprises familiales.

Ainsi, dans le secteur des viandes, 15% des entreprises représentaient, en 1971, 80 pour cent de la production;

dans le secteur de la volaille, 14 pour cent des entreprises assuraient 80 pour cent de la production; dans le secteur des fruits et légumes, 25 pour cent des entreprises totalisait 80 pour cent de la production totale.

Demande

Règle générale, on estime le taux de croissance de la demande alimentaire à 3,6 pour cent par année. Les aliments congelés et des plats préparés augmentent évidemment plus vite parce que ce secteur est en pleine croissance.

Le potentiel de vente des mets congelés et préparés au Québec est immense si l'on compte que les québécois consomment 10 fois moins de ces produits par habitant que nos voisins américains. Financièrement, cet écart implique qu'une famille américaine dépense \$19 par année pour acheter des aliments congelés ou préparés quand une famille québécoise dépense \$3.

Ces constatations sont bien suffisantes pour que le nouveau slogan de l'industrie agro-alimentaire du Québec soit "l'innovation" et que l'Etat s'empresse d'appuyer ce secteur industriel d'un train de mesures susceptibles de favoriser le développement de nouveaux marchés et la découverte d'aliments nouveaux, sinon dans leur texture du moins dans leur présentation.

Textes de Marc Lestage

Les Québécois consacrent 20% de leur revenu à l'alimentation

Statistique Canada estime que près de 20 pour cent de votre revenu personnel est consacré à l'alimentation de votre famille.

Dès lors, il est facile de concevoir que 10.000 points de vente au détail d'aliments sont disséminés dans la province de Québec pour desservir une clientèle urbaine capricieuse qui refuse obstinément de franchir plus d'un mille pour effectuer ses achats d'épicerie.

L'immensité du territoire québécois et sa faible densité de population ont forcé la mise en place de 10 chaînes alimentaires regroupant 500 magasins, 75 centres d'approvisionnement en gros, 20 groupes volontaires qui approvisionnent 3.500 magasins

et 6.500 épiciers indépendants.

En 1973, Steinberg opère 126 magasins et Dominion 103, ce qui en font les deux chaînes les plus importantes. Parmi les groupes, Provigo venait au premier rang avec 404 succursales, Métro, avec 275 et IGA qui en comptait 217.

L'échiquier de la distribution alimentaire est en constante mutation au Québec depuis 1966. Un phénomène paraît irréversible; c'est la disparition des épicerie de quartier au profit des supermarchés.

Ce sont les épicerie de moyenne tailles qui sont les plus dépourvues devant ce phénomène. Dans le cas d'une petite épicerie, il devient facile pour le proprié-

taire de convertir son établissement en centre de dépannage. Pour les plus grandes épicerie de quartier, il reste la possibilité de se joindre à un groupe (Provigo, Metro) ou encore d'adhérer à un groupe d'achats en commun comme Les Epiciers Unis.

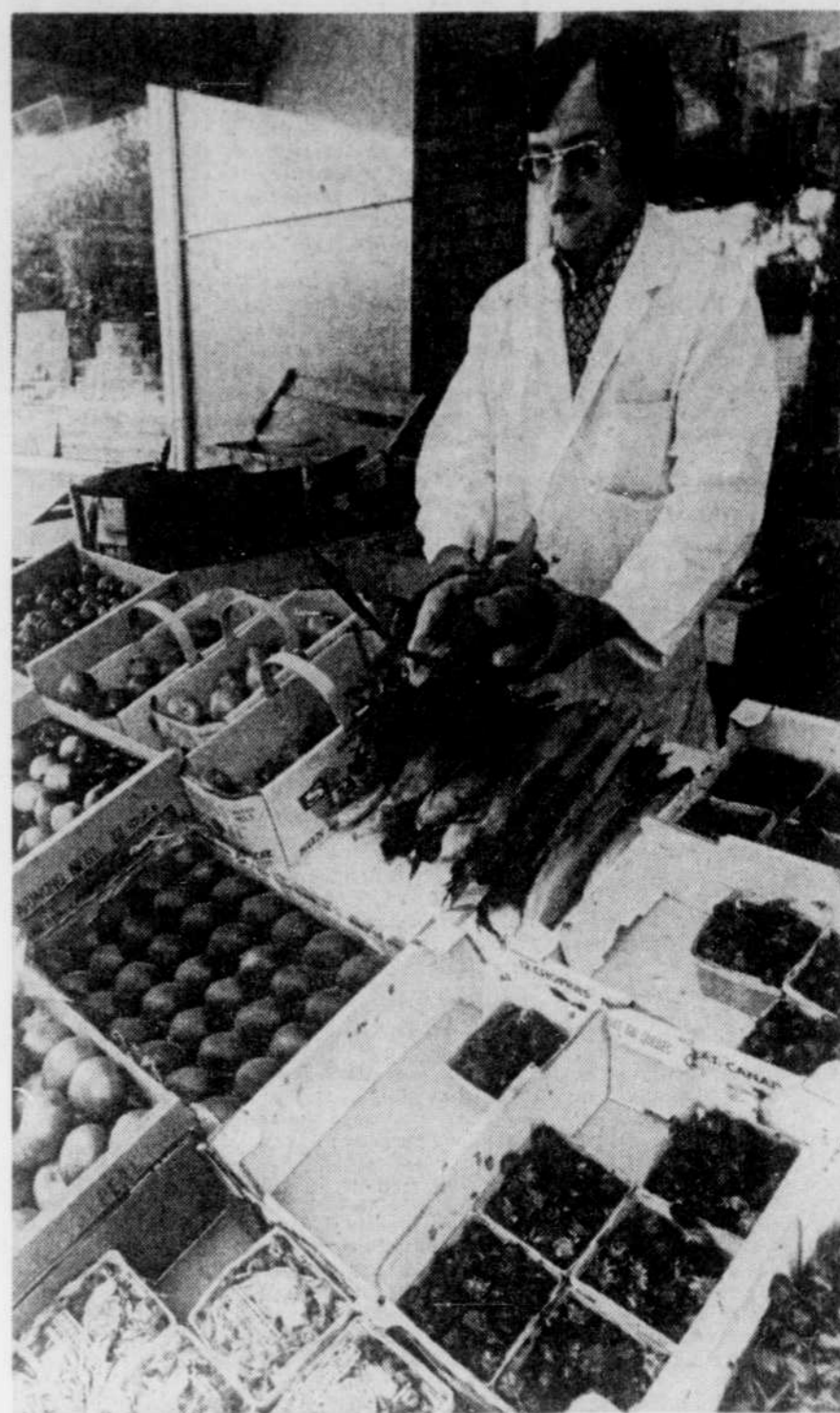
Ventes
 En 1972, selon Statistique Canada, les magasins alimentaires en chaîne ont atteint un chiffre d'affaires de \$927,948,000 comparative-ment à \$345.

Quant à eux, Les indépendants ont vendu pour \$1,284,480,000 en 1972, comparative-ment à \$728,557,000 en 1962. Ces chiffres indiquent bien le transfert important en faveur des chaînes qui est en train de s'effectuer dans ce domaine.

Ce phénomène croît cependant moins vite au Québec qu'en Ontario et dans le reste du Canada selon les mêmes statistiques. En effet, les indépendants du Québec semblent résister à l'assaut des chaînes mieux que leurs confrères des autres provinces.

Par ailleurs, les épiciers indépendants affiliés en groupes volontaires ont réussi à ralentir l'avance des chaînes grâce à un commerce de gros mieux structuré et plus puissant que jadis.

Cette formule semble apporter de bons résultats si l'on songe que la part des chaînes dans le marché est de 42 pour cent du volume total au Québec et de 55 pour cent dans les autres régions du pays.



Contrairement à d'autres pays industrialisés, le Québec continue à tendre à écoulser sa production agricole à l'état frais.

Le degré d'auto-suffisance de l'agriculture québécoise, en 1974

	Pour cent
Légumes	50.3
Pommes de terre	57.2
Fruits	24.5
Produits laitiers	121.4
Volaille	105.2 (73)
Oeufs	53.3 (73)
Viandes	46.6 (73)

Ministère de l'Agriculture du Québec.



Un phénomène irréversible se produit au Québec depuis 1966: la disparition graduelle des épicerie de quartier au profit des supermarchés. Ce sont les épicerie de moyenne taille qui sont les plus dépourvues devant ce

phénomène. Il ne reste qu'environ 10,000 épicerie absorbant 20 pour 100 du revenu personnel des Québécois.

Vente

La réputation de notre vente semi-annuelle n'est plus à faire

20 À 50%
 DE REDUCTION
 SUR TOUTE LA MARCHANDISE
 REGULIERE

A NE PAS MANQUER

TRES TRES REDUITS
 IMPERMEABLES, COMPLETS
 VESTONS SPORT et
 CHEMISES DE TOILETTE

VETEMENTS  **Pierre** LTEE

REPUTATION D'EXCELLENCE

645 EST, ST-JOSEPH



PRICE WATERHOUSE ET ASSOCIÉS



D. Douglas Ferguson

Les associés de Price Waterhouse et Associés, conseillers en administration, ont le plaisir d'annoncer que D. Douglas Ferguson, B.Sc.A. ing., de leur bureau de Montréal, a été admis à la société, à titre d'associé.

Nouveau président chez Chrysler

M. John Riccardo a été désigné, hier, pour succéder à M. Lynn Townsend à la présidence du bureau de direction de Chrysler Corp., la troisième en importance parmi les grandes fabriques d'automobiles aux États-Unis.

Au cours d'une réunion spéciale de la direction, M. Eugene Cafiero a été nommé à la place de M. Riccardo comme président de la compagnie qui connaît actuellement des difficultés.

M. Townsend avait annoncé, la semaine dernière, son intention de prendre sa retraite anticipée le premier octobre et le bureau de direction l'avait acceptée. Il était à la tête de la société Chrysler depuis neuf ans, mais il a été la cible de critiques l'an dernier, quand l'entreprise a perdu \$52 millions.

NOMINATION LES PAPIERS REED LTEE



M. MARCEL LACROIX

M. R. W. Billingsley, président et directeur général, Les Papiers Reed Ltée, annonce l'élection de M. Marcel Lacroix au conseil d'administration des Papiers Reed Ltée. M. Lacroix est président du conseil de Lacroix Inc. Il est aussi président de J. L. Demers Ltée, Jos E. Lemieux Inc., et J. S. Parkes & Co. Ltd. ainsi que vice-président de Boily & Cie Ltée et de A. Prud'Homme & Fils Ltée. Il est, en outre, administrateur de Unigro Inc., Innocan Investment Ltd. et Resource Service Group Ltd. (ANN.)

La Bricklin: \$3,600 de plus au Canada

SAINT-JEAN, N.-B. (PC) — Les Canadiens devront déboursier \$3,600 de plus que les Américains pour rouler en Bricklin.

C'est ce qu'a révélé, hier, au cours d'un interview un porte-parole de Bricklin Canada.

Les voitures Bricklin sont assemblées à Saint-Jean avec l'aide du gouvernement du Nouveau-Brunswick qui a investi \$18.5 millions dans cette compagnie.

La non-appartenance de Bricklin au pacte américano-canadien de l'automobile est à l'origine de cet écart de prix pour les Canadiens.

Une autre raison est l'impossibilité de la compagnie de trouver des concessionnaires au Canada étant donné les pressions exercées par les Trois Grands de l'automobile auprès des vendeurs canadiens.

La loi anti-trust interdit de telles manoeuvres aux États-Unis mais le Canada ne possède pas encore de loi similaire.

NOMINATIONS LES PAPIERS REED LTEE



M. J.W.S. McOUAT

M. R. J. SHORT

M. E.R. ZUKOWSKI

M. D.O. GRAY

M. R. W. Billingsley, président et directeur général, Les Papiers Reed Ltée, annonce les nominations suivantes: M. J. W. S. McOuât, c.r., a été élu vice-président et chef du contentieux, chargé d'établir les lignes de conduite de la Compagnie relatives aux questions juridiques. En sa qualité de conseiller juridique, il aura à coordonner les services juridiques externes et à apporter son concours aux membres de la direction concernant les affaires contentieuses. M. McOuât est entré au service de Reed après avoir été vice-président, chef du contentieux et secrétaire chez Union Gas Limited, Chatham, Ontario. Diplômé de la Osgoode Law School, il a été reçu avocat en 1954. M. R. J. Short a été élu vice-président de groupe, Groupe du carton doublure et des pigments, lequel vient d'être formé. Il incombe à M. Short de diriger en tant que centre de profits quant à la fabrication et commercialisation de carton doublure. Son champ d'activité comprend la fabrique de carton, avenue Carlaw, Toronto, et la nouvelle usine de recyclage à Mississauga ainsi que Dominion Colour, une filiale dont il aura la responsabilité de la fabrication et commercialisation de pigments. M. Short était auparavant directeur général, pâtes et papiers (Europe) chez MacMillan Bloedel. M. E. R. Zukowski a été élu vice-président de groupe, Groupe des emballages, lequel vient d'être formé. Il est en charge du secteur des emballages Reed comprenant la fabrication et commercialisation de sacs en papier et en plastique, de cartons ondulés et pliants ainsi que de la distribution d'articles de revente connexes et de produits Spicers. M. Zukowski était auparavant directeur général de la Division des emballages flexibles chez Reed. M. D. O. Gray a été élu vice-président, relations industrielles. Il a charge d'établir les lignes de conduite de Reed en matière de relations industrielles. Il était auparavant directeur général, relations industrielles. (ANN.)

Le permis de G. Nolin Ltée refusé au Trust Général

par Jean-Paul GAGNE

Dans un récent jugement, la Commission des transports du Québec a rejeté la requête du Trust Général du Canada, la fiduciaire de la BCN, dans la faillite de Gérard Nolin Ltée, de se voir céder les permis d'exploitation de la compagnie de transport.

Ce jugement signé par le juge et vice-président Louis-Philippe Bouchard et le commissaire Paul-E. Du-

mas de la Commission des transports, fera vraisemblablement jurisprudence puisqu'il semble être le premier à statuer qu'une société de fiduciaire ne peut prétendre avoir un droit sur les permis de transport d'une compagnie à moins que cela ne soit explicitement mentionné dans des actes de fiducie et de prise de possession.

Dans la cause entendue devant la Commission des transports, le 28 mai 1975, le Trust Général du Canada

demandait que ladite Commission approuve sa prise de possession du 4 octobre 1974 des affaires de Gérard Nolin Ltée en vertu de deux actes de fiducie antérieurs (16 mai 1972 et 29 mai 1974), transférés en son nom le permis détenu par Gérard Nolin Ltée et l'autorise à continuer l'exploitation des biens dont elle a pris possession à savoir ceux de la compagnie de transport de St-Jean-Chrysostome.

La société de fiduciaire avait égale-

ment effectué des requêtes similaires pour Perron Transport Ltée de St-Jean-Chrysostome et Pierre Joron Service Ltée de Chicoutimi, deux filiales de Gérard Nolin Ltée, qui ont aussi déclaré faillite.

La Commission des transports a rejeté l'ensemble des requêtes du Trust Général. La raison principale de ce rejet réside dans le fait que les actes de fiducie passés entre Gérard Nolin Ltée et le Trust Général ne

prévoient pas spécifiquement le transfert des permis au fiduciaire.

Commentant les arguments du Trust Général, les auteurs du jugement déclarent: "L'analyse de ces arguments ne résiste pas aux principes généraux du droit et au principe de la loi des parties, outre qu'une telle déclaration de la part de deux institutions comme le Trust Général du Canada et la Banque Canadienne Nationale est pour le moins aberrante, quand on connaît leur expérience dans ce domaine et lorsqu'on avoue, en audience publique, qu'il existe d'autres genres d'actes de fiducie plus adéquats.

les trois compagnies en faillite et annulé un nantissement commercial de plus de \$800,000 (LE SOLEIL, 11 juin 1975).

Depuis, les deux institutions financières, la BCN en tant qu'obligataire et le Trust Général en tant que fiduciaire, en ont appelé de la décision du juge Jacques devant la Cour d'appel.

Dans les milieux juridiques de Québec, on s'attend à ce que cette cause se rende jusqu'à la Cour suprême.

Gérard Nolin (1975) Ltée

Qu'en est-il actuellement? Outre l'imbroglio juridique entourant le règlement de la faillite des trois compagnies et l'incertitude devant laquelle sont à la fois l'obligataire, le fiduciaire et les autres créanciers, il appert que le Trust Général a toujours la possession des biens des compagnies en faillite, biens qui seront mis en vente par encan prochainement.

Et comme le syndic Grégoire Belavance prétend avoir des droits sur ces biens au nom des créanciers, le produit de cette vente ira nécessairement dans un compte en fiducie.

La faillite n'est toujours pas réglée. On ne sait toujours pas s'il y aura une proposition de règlement aux créanciers ou pas "Rien n'est encore décidé", a déclaré un avocat de Jolicoeur, Jolicoeur et Mathieu, procureurs de M. Gérard Nolin.

Pour l'instant, le permis de transport appartenant autrefois à Gérard Nolin Ltée, a été vendu par le syndic à Gérard Nolin (1975) Ltée, une nouvelle compagnie qu'a formée M. Gérard Nolin pour repartir en affaires.

Ce dernier est en effet retourné à ses anciennes amours, le transport de l'asphalte liquide.

Whelan est prêt à discuter avec les Américains du problème des oeufs

OTTAWA (PC) — Le ministre de l'Agriculture, M. Eugene Whelan, s'est dit prêt, hier, à rencontrer les responsables américains de l'Agriculture pour aborder le problème du commerce des oeufs entre les deux pays.

M. Whelan a pris cet engagement alors qu'il était pressé de questions aux Communes au sujet de l'imposition de contingents par le Canada la semaine dernière sur l'importation d'oeufs des États-Unis.

Le député conservateur James McGrath a demandé à M. Whelan s'il était en mesure de garantir que les nouvelles restrictions "n'entraîneraient pas le Canada dans une guerre coûteuse" avec les États-Unis.

Le ministre s'est défendu en soulignant que le Canada avait suivi les procédures de commerce normales en imposant le plafonnement des impor-

tations d'oeufs à .36 de un pour cent du marché canadien en 1976.

Répondant à M. Don Mazankowski (PC—Vegreville), M. Whelan a déclaré que de hauts fonctionnaires des ministères du Commerce et des Affaires extérieures négociaient actuellement avec leurs homologues américains mais qu'il ne lui semblait pas nécessaire, pour le moment, de se rendre lui-même à Washington.

Cependant, s'est-il empressé d'ajouter, il prendrait certainement part à ces négociations si besoin était.

Rappelons qu'une dépêche de Washington indiquait lundi que les producteurs d'oeufs américains préparaient une campagne à outrance visant à promouvoir des représailles contre les producteurs canadiens à moins qu'Ottawa ne mette un terme aux contingents d'importation d'oeufs imposés la semaine dernière.

En effet, le directeur des relations gouvernementales avec l'Association des producteurs d'oeufs, M. James Fleming, déclarait lundi, au cours d'une interview téléphonique d'Atlanta que son organisation exercera des pressions sur le gouvernement des États-Unis pour qu'il impose immédiatement des plafonnements équivalents sur les importations substantielles d'oeufs canadiens.

"Ce que nous voulons voir c'est la liberté absolue dans le commerce des oeufs et nous pensons que c'est ce qui convient le mieux aux deux pays, de dire M. Fleming. Mais, si nous ne pouvons l'obtenir, nous n'allons certainement pas tolérer que ce commerce se fasse à sens unique vers les États-Unis".

Le Canada a importé quelque six millions de douzaines d'oeufs des États-Unis en 1974, principalement pour la consommation de table, tandis

qu'il a exporté 13 millions de douzaines d'oeufs destinés aux conserveries.

Le Canada avait déjà imposé des mesures restrictives en mai 1974 pour protéger les producteurs contre les bas prix mais celles-ci ont été levées quatre mois plus tard, en septembre, lorsque les prix ont monté aux États-Unis.

Selon un porte-parole du département d'Etat, il est encore trop tôt pour se prononcer sur la réaction du gouvernement américain aux exigences de l'Association des producteurs d'oeufs mais, a-t-il ajouté, "on peut dire que cela (les contingents) ne favorise pas nos relations commerciales en général".

D'après M. Fleming, les nouveaux contrôles se traduiraient par une perte de revenus de l'ordre de \$50 millions pour les producteurs américains.

La viande c- le poisson

Les Canadiens consomment très peu de chair de poisson comparative- ment à leurs voisins d'Europe ou de l'Occident. Statistique Canada révèle en effet qu'un Canadien consomme en moyenne chaque année 13 livres de poisson et 168 livres de viande. Au Japon, cette proportion est passablement différente puisqu'on y consomme 178 livres de poisson et 15 livres de viande par année. Les Européens sont arrivés, semble-t-il, à un certain équilibre avec une consommation de 60 livres de poisson et 120 livres de viande.

Du cidre...

Depuis l'adoption de la loi du 11 décembre 1970, autorisant la fabrication et la vente du cidre au Québec, 10 entreprises québécoises ont mis en marché 84 variétés différentes réparties en cinq catégories. Ces nouveaux venus dans l'industrie agro-alimentaire inaugureront une fois de plus cet automne alors qu'on doit mettre sur le marché le premier calvados québécois, une liqueur produite par distillation du cidre de pomme.

Prendre un verre de bière...

La bière continue d'être la boisson préférée des Québécois. Tout au long de 1974, ils en ont consommé en moyenne 28 gallons par habitant. Si l'on considère que les jeunes enfants, la majorité des vieillards et les quelques abstinentes qui résistent toujours à la tentation n'en consomment pas, il est facile d'évaluer combien en absorbe chaque année celui à qui vous pensez.



Le Soleil, Raymond Lavro

A la sueur de son front

Chaque travailleur du Québec consacre le revenu d'une journée complète de travail par semaine à son alimentation. En effet, les statistiques démontrent que 19.3 pour 100 du revenu personnel des ménages de la région de Montréal est utilisé à l'alimentation. Les taxes personnelles viennent au second rang avec 18.5 pour 100 du revenu puis l'habitation 15.6 pour 100.

La répartition des dépenses des ménages dans la région de Montréal

	Pour cent
Alimentation	19.3
Habitation	15.6
Entretien ménager	3.5
Meubles	3.9
Habillement	7.8
Soins personnels	2.0
Tabac et boissons alcoolisées	4.0
Transports et communications	10.6
Récréation	3.2
Lecture	0.7
Éducation	0.6
Dépenses diverses	1.6
Cadeaux et contributions	1.5
Taxes personnelles	18.5
Sécurité de retraite	4.5
	100.0



Le Soleil, Jacques Deschênes

Quelques entreprises de boulangerie et les magasins alimentaires à succursales multiples qui exploitent leurs propres boulangeries, détiennent les deux tiers du marché au Québec.

La pâtisserie et la confiserie sont des marchés multiplicateurs d'emplois

Toutes proportions gardées, ce sont les industries de la boulangerie, de la pâtisserie et de la confiserie qui regroupent le plus grand nombre d'employés et d'établissements par rapport au total de leurs expéditions manufacturières au Québec.

Le nombre des établissements de ce type est quand même en régression actuellement dans l'ensemble de la province suite à des regroupements qui interviennent au niveau des secteurs.

A toutes fins utiles, ce sont quelques grandes entreprises de boulangerie (Weston, Christie et General Bakeries) et les chaînes alimentaires qui opèrent leurs propres boulangeries qui contrôlent les 2/3 du marché du pain au Québec. L'autre tiers appartient à des indépendants qui ont de plus en plus tendance à se joindre à

des groupes d'achat comme Prestige et Gailuron, afin de réaliser des économies dans l'approvisionnement de matières premières et la publicité du produit.

On craint moins dans le secteur de la boulangerie que dans d'autres la disparition de toutes les petites entreprises familiales. Les problèmes de livraison incitent plutôt les grands à la régionalisation. On peut d'ailleurs relier à cette tendance nouvelle le succès des groupes d'achat dans le secteur de la boulangerie.

Le marché de la pâtisserie et des petits gâteaux individuels est dominé par Vachon (Vaillancourt) et la compagnie Stuart, une division de Weston. Ces deux groupes assurent la moitié des ventes.

Les entreprises de confiserie sont

par ailleurs très nombreuses au Québec. Il y en a autant ici que dans toutes les autres provinces réunies, selon Statistique Canada. La plupart d'entre elles sont, selon la même source, de petite taille (familiales et artisanales) et près de la moitié sont sous le contrôle de capitaux britanniques.

Incidentement, il semble que le secteur de la confiserie soit en perte de vitesse au Québec compte tenu du fait que ses importations croissent plus rapidement que ses exportations.

Secteur difficile

Dans l'ensemble, le secteur de la boulangerie et de la pâtisserie en général constituent des secteurs difficiles. La lutte y est très âpre. Les règles du jeu sont conditionnées par le caractère très périssable des produits.

La Fédération, dont la Coopérative de Granby est le plus important maillon, contrôle 40 pour 100 du marché du lait transformé (fromage, beurre, poudre de lait).

C'est au niveau du commerce du lait de consommation (liquide) où la concurrence est la plus vive. Sur ce tableau, la marque coopérative QUEBON de la Coopérative de Granby contrôle 15 pour 100 du marché du lait de consommation, 25 pour cent du marché de la crème glacée, à la suite d'un regroupement des compagnies Leclerc, Poupard, Mont-Royal et Grenache, et 40 pour 100 du marché du lait de transformation.

D'autres compagnies nationales et multinationales se partagent le reste des ventes. Il s'agit principalement de Sealtest (Kraft) et Borden pour la crème glacée et le lait de consommation et de Kraft au chapitre des fromages.

Sur ce terrain, la priorité de l'industrie agro-alimentaire du Québec doit naturellement se porter sur la constitution d'un meilleur réseau de vente et l'installation d'entrepôts frigorifiques en nombre et en qualité suffisants pour préserver notre part du marché.

Par ailleurs, beaucoup de produits que l'on croit produire en nombre suffisant proviennent en fait des autres provinces pour des raisons de prix ou de qualité. C'est le cas des pommes de terre, des tomates, des pommes et des bleuets qui sont importés en masse pour satisfaire les besoins des transformateurs québécois, note le rapport de CEGIR.

Cette entreprise s'intéresse aussi à la mise en conserve de haricots, maïs, macédoines, carottes, betteraves qui sont ensuite vendus sous plusieurs noms. Par ordre d'importance, les autres entreprises québécoises de ce secteur sont Carrière, Raymond, Snyder et enfin, Lassond

Du côté de l'industrie, on est continuellement en butte à des problèmes d'approvisionnement qui ont forcé une intégration en amont de la production et institué en tradition le devoir pour l'usine de mise en con-

De la volaille et du poisson, mais trop peu de boeuf

L'industrie de la préparation de la volaille est plus suffisante au Québec, à cause des législations sur les quotas de production, mais l'élevage des animaux de boucherie est largement déficitaire dans l'approvisionnement de l'industrie de transformation des viandes.

La préparation du poisson constitue une activité importante de notre industrie alimentaire en raison de la situation privilégiée de la province bien que les consommateurs locaux achètent encore beaucoup de poisson provenant de l'extérieur.

Viande

Le commerce de la viande au Québec est l'affaire de la Canada Packers à 50 pour cent. Ses ventes dans la province totalisent plus de \$200 millions par année. D'autres grands, tels Swift et Burns, se partagent un autre 25 pour cent de la clientèle québécoise.

Les charcutiers Bilopage, la Belle fermière, Quatre Etoiles, Hygrade et Lafleur accaparent aussi une part de ce vaste marché.

Le groupe Legrade, filiale de la coopérative Fédérée, occupe cependant la plus large part du marché de la viande fraîche (70 pour cent) bien qu'elle apparaisse au quatrième rang des entreprises pour le total de ses ventes dans la province.

Volailles

Au chapitre de la volaille, la domination de Québec Poultry, une autre filiale de la Fédérée, ne laisse aucun doute. Sa part totale du marché québécois serait estimée à 50 pour cent selon CEGIR. Québec Poultry porte en effet bien haut l'étendard de la plus grande entreprise canadienne de transformation de la volaille.

En dehors du cadre coopératif, les entreprises les plus dynamiques dans

la production et la transformation de la volaille au Québec demeurent la ferme de la Poulette Grise propriété de la famille Dufour de la Malbaie et la firme Avico, de la région de Saint-Hyacinthe.

Poissons

La transformation du poisson est dominée par la coopérative des Pêcheurs-Unis avec un volume d'affaires de plus de \$12 millions et plusieurs usines d'apprêtage du poisson et des fruits de mer.

Leur volume de transformation équivaut à 50 pour cent de tout ce qui est transformé sur la côte est du Canada. Au Québec, leur marché compte pour plus de 30 pour cent, selon le directeur général, M. André Arseneault.

C'est dans la région immédiate de Québec que les Pêcheurs-Unis contrôlent la plus grande part du marché, soit 40 pour cent. A Montréal, ils en détiennent environ 25 pour cent et d'ailleurs dans la province, 30 pour cent.

La compétition demeure cependant très vive dans ce secteur où les grandes sociétés américaines ou nationales, telle la Gorton Pew (25 à 30 pour cent du marché) livrent une rude bataille. Dans l'ensemble canadien, la part des Pêcheurs-Unis est mince. A ce palier, ce sont les compagnies National Sea Products, Blue Water, B.C. Packers et Booth Fish qui imposent le tempo.

Le succès des Pêcheurs Unis réside sans contredit dans la volonté ferme des administrateurs de réaliser des économies d'échelle en augmentant leur capacité d'approvisionnement en réduisant leurs coûts de production. C'est par ce moyen que les Pêcheurs-Unis se sont imposés sur le marché québécois, mais ils pourront y demeurer seulement s'ils parviennent à consolider cette stratégie.

Textes de Marc Lestage

L'industrie laitière est la vache à lait de l'agriculture

On ne saurait sousestimer l'importance de l'industrie de la transformation des produits laitiers au Québec si l'on songe qu'elle compte pour la moitié de toute la consommation des dix provinces canadiennes.

Cette année, le Québec doit produire environ 120 pour 100 de ses besoins propres en lait. Ses principaux débouchés sont évidemment le marché local et l'Ontario qui en absorbent près des trois quarts.

Cette situation en apparence très favorable pose cependant bon nombre de difficultés puisque le lait ne se conserve pas très longtemps et que les débouchés sur les marchés extérieurs sont de moins en moins importants. Par ailleurs, le Canada est largement déficitaire dans le cas de certains produits laitiers comme le beurre que l'on importe massivement de la Nouvelle-Zélande.

Par ailleurs, le Canada importe 50

millions de livres de fromages étrangers chaque année tandis que les cheddards canadiens s'entassent dans des entrepôts et ne trouvent pas preneur.

La situation est particulièrement pénible au chapitre des inventaires de poudre de lait dont le Québec est engorgé présentement. De nombreux projets d'exportations importants sont envisagés vers certains pays de l'Est et même au Moyen-Orient où les nouveaux riches du pétrole sont à mettre en place un réseau important d'usines de reconstitution de la poudre de lait.

Marché

L'industrie laitière du Québec demeure très concentrée et très compétitive. A la suite de plusieurs regroupements, c'est aujourd'hui la Coopérative agricole de Granby qui domine ce secteur industriel.

Conserveries, fruits et légumes, dominés par les géants étrangers

Tout le secteur des conserveries, des fruits et des légumes est largement déficitaire au Québec ce qui favorise naturellement la domination des General Foods, Standard Brands, Lipton et Green Giant.

Dans le domaine des boissons, les compagnies Kraft et Tropicana (la plus grosse entreprise au monde dans ce domaine) imposent leurs règles du jeu aux entreprises typiquement québécoises dans le commerce des breuvages aromatisés et jus naturels.

Cette situation découle de toute évidence du faible potentiel de production agricole du Québec dans ce domaine. Les fruits qu'on produit sur place arrivent généralement sur le marché quelques semaines plus tard que ceux des compétiteurs.

Les conditions climatiques et les réseaux de vente sont tels que les prix des produits du Québec sont souvent plus élevés et la qualité moins uniforme en cours de saison que ceux de ses compétiteurs.



Le Soleil, Jacques Deschênes

Les produits laitiers au Québec comptent pour la moitié de toute la consommation des dix provinces canadiennes.

NOMINATIONS



Paul-T. Beauchemin, ing.



André Ducharme, ing.



Jean-Paul Dick, ing.

L'Association des ingénieurs-conseils du Québec a le plaisir d'annoncer la nomination de ses officiers pour l'année 1975-1976. Il s'agit, en l'occurrence, du président, M. Paul T. Beauchemin, de Beauchemin-Beaton-Lapointe Inc., du vice-président, M. André Ducharme, de ABBDL Inc., et du trésorier, M. Jean-Paul Dick, de Rousseau Sauvé Warren Inc.

Washington ne peut confirmer les projets d'achat de blé par l'URSS

WASHINGTON (AFP) — Le département américain de l'Agriculture n'écarte pas la possibilité d'importants achats de céréales par l'Union soviétique aux Etats-Unis, mais n'est pas au courant de telles transactions pour l'instant.

sièges régions céréalières en Union soviétique.

Les rumeurs de nouveaux achats soviétiques aux Etats-Unis se produisent presque trois ans jour pour jour après

le début de la plus grosse opération de vente de céréales américaines à Moscou. Le 8 juillet 1972, le président Richard Nixon avait annoncé l'ouverture d'un crédit de \$750 millions pour permettre

à l'Union soviétique d'acheter du blé américain. L'accord avait été salué à l'époque comme un grand succès pour la politique d'ouverture de M. Nixon. Il devait cependant laisser des souvenirs

assez amers à plusieurs Américains. Les achats soviétiques se soldèrent en effet par une montée en flèche du prix du blé qui passa, sur les marchés américains, de moins de \$2 le boisseau en juillet 1972, à plus de \$6 au début 1973.

Le resserrement du crédit contribue à affaiblir la Bourse

Les perspectives d'une nouvelle hausse du taux préférentiel des banques commerciales aux Etats-Unis expliquent en grande partie l'instabilité actuelle des marchés boursiers.

Hier, la Bourse de New York s'est orientée de nouveau vers la baisse, bien que les pertes n'aient pas été aussi importantes que lundi alors que la moyenne des industrielles de Dow Jones avait perdu 10,71 points.

En fermeture, hier, l'indice DJ accusait une baisse de 3,29 points à 857,79. Le marché est parvenu à limiter ses pertes grâce à un relèvement amorcé vers la fin de l'avant-midi. La cote s'est repliée rapidement à l'ouverture, affichant un recul de 6,34 points une heure après le début de la séance.

Le volume des transactions a atteint 18,990,000 actions à comparer à 15,850,000 lundi. Le virement est bien inférieur à la moyenne quotidienne de 21,300,000 actions enregistrée depuis le début de l'année.

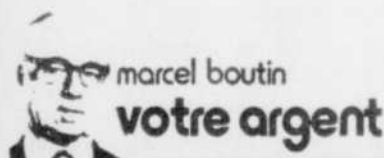
Les Bourses de Montréal et de Toronto ont fourni une meilleure performance que la Bourse de New York en marquant des gains sélectifs. A Toronto, l'indice des titres industriels, le principal baromètre du marché, a cependant fléchi de 0,33 de point pour fermer à 188,97.

Hausse du taux préférentiel

Les taux d'intérêt à court terme continuent à monter aux Etats-Unis, ce qui accentue la pression à la hausse sur le taux préférentiel des grandes banques. On prévoit dans les milieux financiers que le "prime rate", en l'occurrence le taux qui s'applique aux prêts consentis à la grande entreprise, passera de 7 à 7 1/4% d'ici quelques jours.

Par ailleurs, au cours de la vente hebdomadaire de bons du trésor, lundi, les taux de rendement ont atteint un sommet inconnu depuis cinq mois. Par exemple, le taux des bons d'une durée de 13 semaines s'est élevé à 6,203%, le rendement le plus élevé depuis le 20 janvier. On note aussi une hausse appréciable des taux d'intérêt sur les certificats de dépôt.

Rappelons que la First National City Bank de New York la seconde banque en importance aux Etats-Unis,



a augmenté jeudi dernier son taux préférentiel de 1/4 de 1% à 7%, le ramenant ainsi au niveau de celui de la plupart des grandes banques américaines. On sait que la Citibank utilise une formule rattachée aux variations des taux à court terme pour déterminer son propre taux préférentiel.

A moins de changements importants dans les conditions du marché, il est probable que le taux de base de la banque new-yorkaise sera relevé vendredi de 7 à 7 1/4%.

Politique monétaire moins souple

Le raffermissement du loyer de l'argent à court terme fait suite à un resserrement de la politique monétaire de la Réserve fédérale. Ce changement d'attitude de la FED résulte, semble-t-il, de l'accroissement rapide de la masse monétaire, qui comprend les dépôts du public dans les banques et l'argent en dehors du circuit bancaire.

Selon les analystes, les rabattements d'impôt en faveur des particuliers expliquent en grande partie le gonflement de la masse monétaire. Au cours du trimestre qui a pris fin le 25 juin, l'accroissement de la masse monétaire a représenté un taux annuel de 10,8%, bien supérieur aux prévisions à long terme de la Réserve fédérale (5 à 7%). Celle-ci entend comprimer la masse monétaire pour atténuer les pressions inflationnistes susceptibles de compromettre le relèvement économique tant attendu aux E.-U.

Le coût des emprunts augmente au Canada

La tendance à la hausse des taux à court terme aux E.-U. est susceptible d'accroître la hausse du loyer de l'argent à court terme à travers le pays. Le rendement moyen des bons du trésor à 3 mois du gouvernement canadien est passé de 6,99 à 7,11% au cours de la semaine dernière.

Par ailleurs, les sociétés de fiducie ont relevé récemment les taux d'intérêt qui s'appliquent à leurs dépôts à terme. Ainsi, le taux disponible sur les certificats de placement garanti de 5 ans est maintenant de 9%, une hausse de 1/4 de 1%.

L'augmentation du taux des dépôts à terme de 5 ans reflète une insuffisance de capitaux face aux besoins accrus des emprunteurs. On sait que les fonds provenant des dépôts à terme de cinq ans sont investis dans le secteur de l'habitation.

Les Caisses populaires versent actuellement un intérêt de 9% sur leurs dépôts à terme de cinq ans. Cependant, un rajustement sera probablement effectué au cours des prochains jours sur cette catégorie de dépôt. Le taux payé par les Caisses est généralement inférieur de 1/4 de 1% à celui des sociétés de fiducie.

titres au comptoir

Abibi	10 F pr	1200	\$50	47 1/4
Amel	Rar Esp	2014	40	35
BC	Oil Lond	500	275	27 1/2
Can	C Eng B vt	500	180	3 1/2
Comber		500	180	3 1/2
Choceland	Ira	2000	18	18
Dejour		6000	35	35
Genes		1200	115	115
Mandarin		1000	30	30
Mediac		5000	33	31
Nemrod		12000	15	15
North Abibi		15000	30	27
North Y 51 X 2		124	\$11	10 1/2
Robin Red Lake		500	\$54	54
Unit	McIe	1400	3	2

Pas de menace de crise du logement, selon Barney Danson

OTTAWA (PC) — Le ministre des Affaires urbaines, M. Barney Danson, a nié, hier, l'existence d'une menace de crise dans le domaine de la construction domiciliaire.

Cependant, le ministre a précisé aux Communes que le gouvernement n'est pas en mesure de deviner ce qu'il adviendra du marché de la construction avant de voir comment réagissent les constructeurs et les prêteurs aux mesures annoncées dans le budget du 23 juin.

Revenant à la charge, le leader de l'Opposition conservatrice, M. Robert Stanfield, a demandé à M. Danson d'élaborer sur les études faites par le gouvernement dans le domaine de la construction domiciliaire, des loyers et des prix des maisons en général.

M. Danson a répété sa déclaration de lundi, à savoir que les mises en chantier tomberont en-dessous des prévisions minimales du gouvernement qui s'établissent à 210,000 mises en chantier cette année.

Il s'est refusé toutefois à donner une nouvelle estimation sur les mises en chantier avant de pouvoir évaluer l'impact des nouvelles mesures stipulées dans le budget. Le ministre a fait allusion à l'augmentation des subventions gouvernementales aux

nouveaux programmes d'aide au logement du ministre des Finances, M. John Turner.

Le critique conservateur en matière d'habitation, le député Flora MacDonald, a alors insinué que M. Danson contredisait M. Turner au sujet des effets des nouvelles mesures budgétaires sur la construction.

M. Turner est alors venu au secours de M. Danson et a affirmé que le ministre des Affaires urbaines, par sa collaboration, "faisait tout en son pouvoir pour aider le secteur de la construction domiciliaire dans le pays".

URGENT
ENTREPOSAGE PREPOSE AU TELEPHONE ET LIVRAISON

Requérons de façon urgente service d'entreposage fiable et responsable pour manipulation et livraison journalière dans la ville de Québec et ses environs.

Espace requis pour débiter d'environ 1000 pi. ca. Réponse confidentielle S.V.P.

Gérant des Opérations B.P. 7414 - Le Soleil

Fiducie du Québec
le "Trust" des Caisses populaires

Dépôts garantis

9 3/4 7% 5 ans

- Dépôt initial minimum \$5,000.
- intérêt payable semi-annuellement.

Renseignez-vous à votre Caisse populaire ou directement à la Fiducie du Québec, au soin de:

M. Michel Renaud
Fiducie du Québec
250 ouest, Grande-Allée
Québec, G1R 4M8
Téléphone: 524-4651 poste 214.

Institution inscrite à la Régie de l'Assurance-Dépôts du Québec.

carrières et professions

HOMME D'EXPERIENCE GENERALE EN IMPRIMERIE

Ayant des connaissances en typographie et en linotype, si possible en presse offset et typographie.

Faire parvenir votre curriculum vitae au:

Dépt 7412 - Le Soleil

RESTAURANT EL PONCHO
(24 heures)

Recherche les services de personnel qualifié tel:

- PLONGEURS
- "TRAY BOY"
- CUISINIER DE NUIT
- SERVEUSES D'EXPERIENCE

Téléphoner entre 11h.00 et 14h.00 à:

M. Lemieux 833-5736

REPRESENTANTS

Etes-vous jeune, dynamique et enthousiaste?
Si oui, faites-nous parvenir votre curriculum vitae!

Importante compagnie pétrolière est à la recherche de représentants pour la région de Québec. Salaire et bénéfices marginaux très avantageux.

Dépt 7413 - Le Soleil

FOREURS ET AIDE-FOREURS

Poste permanent, fonds de pension, travail à Québec et les environs, sous la supervision de notre groupe d'ingénieurs géotechniciens de Québec.

Appeler **M. Jacques Tremblay: 653-8704**

Géotechnique / Contrôle Qualité / Sondages Etudes / Sols Béton Asphalte Acier

LABORATOIRE D'INSPECTION ET D'ESSAIS INC.

QUEBEC 2660, CHE. STE-FOY, G1V 4B1 (418) 653-8704

hôpital de chicoutimi inc.

Centre hospitalier ultra-spécialisé de 636 lits

RECHERCHE DIETETISTE

DEPARTEMENT: SANTE COMMUNAUTAIRE

TACHES:

- Sous l'autorité immédiate du chef de département de santé communautaire, la diététiste nutritionniste:
 - joue auprès de ce dernier un rôle de consultant;
 - participe à la réalisation du programme de nutrition dont elle est responsable de l'élaboration, avec le concours de l'équipe multidisciplinaire;
 - est éducatrice des groupes de population et conseillère auprès des établissements.

QUALIFICATIONS REQUISES:

- détenir un diplôme de diététiste et être membre en règle de la Corporation Professionnelle des Diététistes du Québec;
- de préférence expérience en nutrition communautaire et éducation de groupe;
- habileté à communiquer et à travailler en équipe;
- intérêt et aptitudes pour l'enseignement;
- disponibilité.

TRAITEMENT: Selon les normes du Ministère des Affaires Sociales.

AVANTAGES: Possibilités, pour le titulaire de ce poste, de formation en cours d'emploi selon l'orientation des programmes.

Les candidates intéressées doivent faire parvenir un curriculum vitae complet (diplômes, certificat de naissance et photo récente) au plus tard le 28 juillet 1975 à:

Monsieur Claude Gendron
Chef de l'embauchage
Hôpital de Chicoutimi Inc.
C.P. 1006,
Chicoutimi, Qué.
Tél.: (418) 549-2195 loc. 281

MECANICIENS DIESEL CLASSE A demandés

Pour entrevue, communiquer avec M. Robert Bédard à 872-2885

SIGMA EQUIPEMENT
3860, boul. Hamel, Les Saules, Qué.

REPRESENTANT EN SERIGRAPHIE

Un domaine tout à fait exceptionnel pour candidat désireux de réussir dans la vente de sérigraphie publicitaire. Un salaire de base plus une commission avantageuse, de bonnes conditions de travail vous attendent.

667-0867 (demander Mlle Turgeon)

L'HOPITAL LAVAL

est un centre hospitalier de soins généraux, spécialisé et super-spécialisé (cardiologie et pneumologie). Il est de plus un centre d'enseignement et de recherche affilié à l'Université Laval. Le poste suivant y est présentement disponible.

INFIRMIER AUTORISE TEMPS PARTIEL
Concours no 75-06-87

POSTE: Régulier, à temps partiel, quart de nuit, deux (2) services par semaine.

Service: **URGENCE**

EXIGENCES: Etre membre en règle de l'O.I.I.P.Q. Toute personne intéressée et répondant aux exigences mentionnées peut nous faire parvenir son curriculum vitae à l'adresse suivante.

Concours no 75-06-87
Service du personnel
HOPITAL LAVAL
2725, Chemin Ste-Foy
Ste-Foy, Qué. G1V 4G5

LA COMMISSION SCOLAIRE REGIONALE DU GOLFE

requiert les services d'un

AGENT DE LA GESTION DU PERSONNEL

LIEU DE TRAVAIL: Centre Administratif de la Régionale du Golfe, 30, rue Comeau, Sept-Iles.

NATURE DU TRAVAIL: Le rôle principal de l'agent de la gestion du personnel est d'effectuer le recrutement et la gestion du personnel et de voir à l'implantation et au respect des conditions de travail du personnel en accord avec la politique de la Commission et les conventions collectives en vigueur s'il y a lieu.

ATTRIBUTIONS CARACTERISTIQUES: L'agent de la gestion du personnel voit au recrutement, à la sélection, à l'embauche, à l'affectation, au classement et au perfectionnement du personnel de la Commission de même qu'au mouvement du personnel en général.

Au besoin il s'occupe de la préparation des négociations des conventions collectives de travail en obtenant les informations préalables nécessaires; de même il peut être appelé à s'occuper de la négociation directe et assurer par la suite une interprétation et une application exacte des termes du contrat ainsi que le règlement des conflits qui peuvent survenir à leurs sujets. Dans son secteur il est chargé d'établir, de réviser et de mettre à jour les critères, normes et procédures inhérentes à l'application et au contrôle des règles, lois, contrats, etc., en vigueur pour tenir compte des besoins actuels et futurs et à cette fin procéder aux recherches nécessaires. Il peut se voir confier toute autre responsabilité inhérente à sa fonction.

QUALIFICATIONS REQUISES: Posséder un diplôme universitaire terminal de 1er cycle de préférence dans le domaine des relations industrielles.

SALAIRE: Selon les politiques administratives et salariales du Ministère de l'Éducation.

Faire parvenir votre curriculum vitae au:

Service du Personnel, 30 rue Comeau, Sept-Iles, Qué.

RECEPTIONNISTE BILINGUE (homme ou femme)

Pour travail à l'année dans un hôtel de villégiature (40 heures par semaine), \$8,00 a.m. à 4h,00 p.m. Salaire selon compétence, références nécessaires. Pour informations, téléphoner à:

849-4486

INFORMATICIEN

Avec au moins 3 années d'expérience, demandé

Pour enseigner l'informatique au niveau collégial.

Ecrire avec détails à:

C.P. 1163, Bureau central, Québec.

BANQUE ROYALE

SERVICE DU CREDIT A LA CONSOMMATION

La Banque Royale est à la recherche de préposés aux prêts dans le domaine du crédit à la consommation. La préférence sera accordée aux candidats ayant de 2 à 5 années d'expérience auprès d'un établissement financier. Les postes offerts sont répartis dans divers endroits au Québec.

FONCTIONS: — Participation active à l'expansion et à l'administration du service des prêts personnels au niveau d'une succursale.

LES AVANTAGES: — Salaire proportionnel à la compétence et à l'expérience du candidat. — Excellents avantages sociaux. — Perspectives d'avenir intéressantes.

Les demandes seront traitées confidentiellement et les candidats intéressés sont priés d'adresser leur résumé à:

G.R. Lacroix, Responsable de l'emploi, La Banque Royale du Canada, 6e étage, 1 Place Ville-Marie, Montréal, P.Q.

carrières et professions

pour faire paraître
vos annonces dans
cette page, composez

647-3266

DIRECTEUR ADJOINT AU CREDIT

Le Groupe Côté Enseignes Ltée est à la recherche d'un candidat sérieux pour occuper les fonctions en titre. Expérience dans compagnie de finance ou autre organisme de crédit, nécessaire.

Pour rendez-vous: 687-9410 (demander M. Daniel Poisson)

Entreprise de confection en pleine expansion
recherche
pour ses usines de la région de St-Georges de Beauce

INGENIEURS STAGIAIRES EN GENIE INDUSTRIEL

Les candidats devront être jeunes, entreprenants et désireux d'un poste de responsabilité après une période de formation scientifique. Les candidats devront être bilingues et une formation de mathématiques sera avantageuse. Possibilités d'avancement illimitées.

Adressez votre curriculum vitae à:

Dépt 7403 - Le Soleil

Les réponses seront traitées confidentiellement.



L'HOPITAL LAVAL

est un centre hospitalier de soins généraux, spécialisé et super-spécialisé (cardiologie et pneumologie). Il est de plus un centre d'enseignement et de recherche affilié à l'Université Laval. Les postes suivants y sont disponibles.

PHYSIOTHERAPEUTES

Concours no 75-07-88

L'hôpital Laval à Québec requiert les services de deux (2) physiothérapeutes, membres de la Corporation Professionnelle des Physiothérapeutes du Québec. Nous offrons un travail général avec possibilité d'acquiescer une bonne expérience en physiothérapie, cardio-respiratoire.

Salaire selon les normes du Ministère des Affaires sociales. Semaine de cinq (5) jours. Un (1) mois de vacances par année.

Venez vous joindre à une équipe jeune et dynamique. Toute personne intéressée et répondant aux exigences mentionnées peut nous faire parvenir son curriculum vitae à l'adresse suivante:

Concours no 75-07-88

Service du personnel

HOPITAL LAVAL

2725, Chemin Ste-Foy

Ste-Foy, Qué. G1V 4G5

CENTRE DE SERVICES SOCIAUX DU CENTRE DU QUEBEC REGION 04

- POSTES DISPONIBLES IMMEDIATEMENT -

A) TRAVAILLEURS SOCIAUX

2 CHARGES DE PROGRAMMES

(postes cadres)

— 1 au Service "Ressources"

— 1 au Service "3e Age"

FONCTIONS:

Assister et représenter le Directeur des Services Professionnels eu égard à la conception, planification, programmation et évaluation des dits programmes.

QUALIFICATIONS:

diplôme universitaire en service social, expérience pertinente, initiative.

Concours ouvert jusqu'au 15 août 1975

2 RESPONSABLES DE SERVICES:

(postes cadres)

— 1 Santé et Toxicomanies (responsable régional)

— 1 Service "Famille", à Victoriaville.

FONCTIONS:

Planifier, coordonner, diriger et contrôler les activités du service.

QUALIFICATIONS:

diplôme universitaire en service social ou équivalence, apte à diriger du personnel, expérience pertinente.

Concours ouvert jusqu'au 15 août 1975.

B) 1 PSYCHOLOGUE

(postes syndicaux)

ENDROIT DE TRAVAIL:

succursale Mauricie (Shawinigan) et Trois-Rivières, à raison de cinq jours par semaine (à demi-temps à Shawinigan et à demi-temps à Trois-Rivières, selon des modalités à déterminer).

FONCTIONS:

Travailler pour et auprès des enfants ou adolescents placés en Centre d'Accueil ou en famille d'accueil ainsi qu'auprès de leurs parents ou familles.

Agir comme personne ressource auprès des praticiens sociaux, des Centres d'accueil et des familles d'accueil, en:

a) aidant au plan du diagnostic à poser;

b) consultant un plan de traitement à entreprendre;

c) participant aux études de cas;

d) agissant occasionnellement comme thérapeute ou cothérapeute;

e) participant à la formation du personnel;

f) accomplissant toute autre tâche demandée par le supérieur immédiat.

EXIGENCES:

— Membre de la Corporation des psychologues de la province de Québec;

— Diplôme terminal en psychologie;

— Quelques années d'expérience;

— Disponibilité pour voyager.

SALAIRE:

Selon les normes du Ministère des Affaires Sociales.

BENEFICES MARGINAUX:

Selon les normes du Ministère des Affaires Sociales.

Concours ouvert jusqu'au 15 août 1975.

1 PRATICIEN AU SERVICE FAMILLE

ELEMENT PROGRAMME COUPLE

(poste syndicaux)

ENDROIT DE TRAVAIL:

574, rue Hériot, Drummondville.

FONCTIONS:

— Travailler avec les couples en difficulté;

— Être intéressé à former équipe avec les autres employés de l'élément Couple;

— Collaborer avec le personnel des autres éléments du Programme Famille, soit le personnel affecté à "Famille", "Jeunesse" et "Trilogie".

EXIGENCES:

— Diplôme universitaire en Service Social ou l'équivalence;

— Trois (3) ans de pratique en counselling marital et dans les conflits conjugaux;

— Sens des responsabilités, initiative, autonomie,

— Bonne connaissance des phénomènes familiaux.

SALAIRE:

selon les normes du Ministère des Affaires Sociales.

BENEFICES MARGINAUX:

selon les normes du Ministère des Affaires Sociales.

Concours ouvert jusqu'au 16 juillet 1975.

Faire parvenir votre candidature au:

Directeur des Ressources Humaines,

C.S.S. du Centre du Québec,

Case postale 1330,

Trois-Rivières - Code G9A 5L2.

DIRECTEUR GENERAL

Une importante institution financière requiert les services d'un directeur général.

Un diplôme universitaire en sciences administratives ou comptables ou encore une expérience valable dans le domaine financier, bancaire ou d'autres institutions similaires sont requis pour l'obtention de ce poste. Le salaire sera en fonction de la compétence du candidat dont les services seront retenus.

Les personnes intéressées devront faire parvenir leur curriculum vitae à:

C.P. 9811

Ste-Foy, P.Q.

LA COMMISSION SCOLAIRE REGIONALE
EASTERN QUEBEC
recherche immédiatement des:

SECRETAIRES

La Commission Scolaire, département de l'éducation des adultes, recherche deux secrétaires pour commencer à travailler le 18 août 1975. Les personnes bilingues avec expérience seront préférées. Pour informations et rendez-vous, téléphoner à:

M. M. EPSTEIN, 688-8730

SECRETAIRE à temps partiel

LE POSTE:

Effectuer différents travaux de secrétariat tous les après-midi de la semaine.

EXIGENCES:

Maîtriser parfaitement la dactylographie et la langue française. Une bonne connaissance de l'anglais ou toute autre expérience pertinente serait appréciée.

CONDITION DE TRAVAIL: \$2.85/heure.

Pour rendez-vous, téléphoner entre 1h.30 et 3h.30 à:

Mme Chiquette - 529-3388

Dans le cadre de ses programmes de coopération
L'AGENCE CANADIENNE DE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL
est à la recherche d'un conseiller en pêcheries

LE POSTE:

CONSEILLER EN PECHERIES

Auprès de la direction des pêches du gouvernement algérien, à Alger.

LE DEFI: Est double:

— apporter une expertise technique et professionnelle polyvalente au sous-directeur algérien des pêches.

— former un ou plusieurs homologues algériens.

LE CANDIDAT CHOISI:

— possède une formation scientifique de niveau universitaire.

— possède une expérience étendue et polyvalente dans le secteur des pêches.

— possède, de préférence, des connaissances théoriques ou pratiques en économie, gestion ou administration des affaires.

L'AFFECTATION: 2 ans, à partir de septembre 1975.

Pour poser sa candidature, prière de communiquer avant le 16 juillet avec:

AGENCE CANADIENNE DE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Direction des Ressources Humaines

122, rue Bank, Ottawa, Ont.

à l'attention de: M. Carol Voyer

TEL.: (613) 996-8854



Agence
canadienne de
développement
international

Canadian
International
Development
Agency

Sears

Dans le cadre de son programme
d'expansion, Sears requiert les services
d'un contrôleur.

FONCTIONS

Sous la responsabilité du contrôleur
en poste, le candidat suivra un
programme complet d'initiation aux
rouages de notre compagnie (durée
approximative d'un an).

QUALIFICATIONS

Un diplôme universitaire en commerce
(mention comptabilité, R.I.A.
au C.G.A.) et deux (2) années d'expérience
dans un domaine connexe.

La personne choisie possèdera de
bonnes notions de la langue anglaise
et sera âgée de 25 à 30 ans. Salaire de
\$13,500 à \$16,000 selon qualifications.

Toute demande devra être accompagnée
d'un curriculum vitae; elle fera
l'objet de la plus grande discrétion.
Prière de s'adresser par écrit ou
prendre rendez-vous.

Simpsons-Sears Ltd.

Bureau du Personnel

Place Fleur de Lys

529-9861, local 319

L'AGENCE CANADIENNE DE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL

en collaboration avec

LE MINISTERE DE L'EDUCATION DU QUEBEC

Le Gouvernement du Canada, en collaboration avec le Gouvernement du Québec, poursuit en Afrique francophone une action de coopération internationale en éducation visant à favoriser le développement par le biais de la formation de nationaux dans leur milieu. Cette action se manifeste entre autre par l'envoi de professeurs qui oeuvrent au niveau de la formation des maîtres et de l'enseignement dans les disciplines scientifiques.

Jusqu'à maintenant, les postes suivants sont encore à pourvoir pour septembre 1975:

A) UNIVERSITE NATIONALE DU RWANDA (U.N.R.):

— Professeurs de biologie (3) (botanique, zoologie, écologie)

— Professeur de mathématiques (1)

— Professeurs d'agronomie (3) 1 phytotechnie - 2 zootechnie

— Professeur de comptabilité (C.A.) (1)

Tous les candidats à ces postes doivent posséder la Maîtrise.

B) ECOLE NORMALE SUPERIEURE (E.N.S.) DU GABON:

— Professeur de chimie: didactique

— Professeur de mathématiques: spécialisation

— Professeur de physique: spécialisation

— Professeur d'anglais (littérature)

Tous les candidats à ces postes doivent posséder une maîtrise ou l'équivalent.

C) MALI

— Professeur de géologie (1)

— Professeur d'électro-technique (1)

Les candidats doivent posséder un bacc. en enseignement technique ou l'équivalent.

D) COTE D'IVOIRE

— Professeurs en électronique (2) (B.Sc. ou Msc souhaitable)

— Professeur d'économie monétaire (1) (Ph.D. en économie)

E) ALGERIE

— Professeur de mécanique marine (1)

— Instructeur en technologie de la pêche (1)

Les candidats à ces (2) postes doivent posséder un diplôme de l'Institut maritime de Québec ou l'équivalent.

CONDITIONS DE CANDIDATURE:

Excellente maîtrise du français écrit et oral / excellente santé / disponibilité par rapport à l'employeur actuel / aptitude à fonctionner dans un milieu culturel autre.

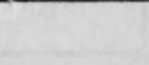
EXPERIENCE:

Minimum de 3 à 4 ans d'enseignement à temps plein dans la discipline de spécialisation. Pour le secteur technique, expérience dans l'industrie également souhaitable.

POUR POSER VOTRE CANDIDATURE VEUILLEZ COMMUNIQUER AVANT LE 16 JUILLET 1975 AVEC:

M. N.F. Arsenaux

Tél.: 613-996-7641



Agence
canadienne de
développement
international

Canadian
International
Development
Agency

L'AGENCE CANADIENNE DE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL

recrute pour septembre 1975

DES REDACTEURS PEDAGOGIQUES ET DES TECHNICIENS

pour le projet de T.V. Educative

(Côte d'Ivoire)

Le projet:

Dans le but de fournir un soutien pédagogique au projet de T.V. Educative une équipe de coopérants canadiens travaillent en Côte d'Ivoire, à la conception, la rédaction et l'impression de documents écrits destinés à diffuser l'enseignement au niveau primaire (fiches-maîtres, fiches-élèves).

Les POSTES:

1 Chef de la rédaction pédagogique:

Diriger une équipe d'environ 25 rédacteurs canadiens et ivoiriens et contrôler la qualité des documents produits. Coordonner avec les responsables de la production télévisuelle le programme et les contenus des documents écrits avec le programme et les contenus des émissions télévisuelles.

Exigences:

Diplôme universitaire du 2e cycle en pédagogie ou en communications sociales. Expérience de direction/animation d'une équipe de professeurs, à l'élémentaire de préférence. Être très familier avec la programmation à l'élémentaire. Une expérience de rédaction serait également un prérequis.

1 Rédacteur en mathématiques modernes

Concevoir et rédiger les textes (document maître et document élève) destinés à l'apprentissage des maths modernes au niveau de 5e et 6e année primaire. Elaborer programme et contenus avec l'équipe française de production des émissions télévisuelles concernant les maths modernes.

Exigences:

Diplôme de 1er ou 2e cycle de préférence en maths, ou en didactique des mathématiques modernes. Expérience de l'enseignement et de la rédaction de préférence à l'élémentaire.

1 Planificateur de composition à froid

Le candidat devra avoir pleine connaissance des bandes à mémoire 256 (basic precon), 259 (horizontal reel precon), 323 (outline precon), 324 (tab precon) et connaître à fond tout le système MT/ST (IBM Magnetic Tape, Selectric Composer & Output Unit) ainsi que le modèle IBM IV-K équipé avec le code de conversion et le reverse search.

1 Pressier pour la rotative 4 couleurs "Web offset" (Color King)

Une longue expérience de l'opération d'une rotative 4 couleurs est essentielle.

Autres fonctions s'appliquant aux postes précités:

Assurer la formation d'homologues ivoiriens quant à l'exécution de chacune des tâches du projet.

Conditions de candidature:

Excellente maîtrise du français écrit et oral/excellente santé/disponibilité par rapport à l'employeur actuel/aptitude à fonctionner dans un milieu culturel autre.

Pour poser votre candidature veuillez communiquer avant le 18 juillet 1975 avec:

M. N.F. Arsenaux

Tél.: (613) 996-7641

Direction des ressources humaines

122 rue Bank Ottawa, Ontario



Agence
canadienne de
développement
international

Canadian
International
Development
Agency

carrières et professions

pour faire paraître
vos annonces dans
cette page, composez

647-3266

GERANT DE SCIERIE

Le candidat sera responsable d'un complexe de scierie dont la production annuelle dépasse 30 mm de pieds.

PROVINCE: Nouveau-Brunswick

SALAIRE: Selon la compétence
Excellents avantages sociaux

Veillez soumettre à titre confidentiel un résumé de vos qualifications et expérience.

**J. D. IRVING LIMITEE
DIVISION SCIERIE
C.P. 5777
SAINT-JOHN, N.-B.**

OFFRE D'EMPLOI

**LE CENTRE CARDINAL-VILLENEUVE,
Centre médico-socio-pédagogique
pour jeunes handicapés physiques**

requiert les services d'une:

STENO-TRANSCRIPTEUR DACTYLO

Fonctions:
Personne qui transcrit à la machine, des lettres, rapports et autres documents pris en sténographie ou enregistrés avec une machine à dicter.

Qualifications:
— Détenrice d'un diplôme de 1^{re} année et ou d'un cours commercial avec option appropriée.
— Posséder sa sténographie.
— Bonne connaissance du français parlé et écrit.

Traitement:
Selon l'échelle des sténos-transcripteurs-dactylos en vigueur dans les établissements de santé et de services sociaux.
Inscription:
Veillez faire parvenir votre demande d'emploi accompagnée de votre curriculum vitae, avant le 18 juillet 1975, à l'adresse suivante: **Centre Cardinal-Villeuve
Service du personnel
2975, Chemin St-Louis
Ste-Foy, Qué. G1W 1P9**

LA COMMISSION SCOLAIRE REGIONALE DU GOLFE

requiert les services d'un

TECHNICIEN EN ADMINISTRATION (informatique)

LIEU DE TRAVAIL:
Centre Administratif de la Régionale du Golfe 30, rue Comeau, Sept-Îles.
NATURE DU TRAVAIL:
Le rôle principal du technicien consiste à effectuer divers genres de travaux relatifs à la production, à l'administration et au contrôle à l'intérieur du service de l'informatique.
ATtribUTIONS CARACTÉRISTIQUES:
Sous l'autorité du responsable de l'informatique le technicien en administration (informatique) est chargé de:
1. L'application des procédures techniques rattachées au système pédagogique.
2. Production d'horaires, de dossiers d'étudiants: bulletins, transport, examens du Ministère, dossiers cumulatifs.
3. Du soutien auprès des écoles par des visites, séances d'information, le tout afin d'assurer une transmission exacte des données.
4. Du maintien et du contrôle des échanciers.
5. Tout autre tâche connexe.
QUALIFICATIONS REQUISES:
Diplôme d'études collégiales professionnelles avec champ de spécialisation en informatique.
SALAIRE:
Selon les politiques administratives et salariales du Ministère de l'Éducation.
Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur candidature à:

**Les services du Personnel
30 rue Comeau,
Sept-Îles, Qué.**

Fin du concours: 18 juillet 1975

INGENIEUR INDUSTRIEL

Une société minière et métallurgique intégrée et en plein essor recherche un ingénieur de projet pour son service de génie industriel.

Le Poste:
Le service du génie industriel vise l'intégration optimale des personnes, matériaux et équipement dans le but de maximiser la productivité de l'entreprise.
L'ingénieur industriel reçoit au début des projets visant à augmenter la productivité soit en réduisant les coûts, améliorant les méthodes de travail, rationalisant l'utilisation de la main-d'œuvre, etc. Il complète toutes les étapes d'un projet, de la cueillette des données à l'implantation de ses recommandations, et travaille en coopération avec le personnel de divers niveaux de l'organisation.

Le Candidat:
Diplômé en génie, bilingue, il possède quelques années d'expérience dans un service de génie industriel, de préférence dans l'industrie lourde.
Ambitieux, dynamique et possédant un sens des relations humaines, il ne craint pas de relever le défi d'une société d'envergure internationale possédant une technologie unique.

Les candidats intéressés peuvent envoyer leur "curriculum vitae" au:

**Service de l'Embauche
FER ET TITANE DU QUEBEC, INC.
C.P. 560
Sorel, Québec J3P 5P6**

UN DESSINATEUR-ESTIMATEUR

**Senior
(expérience essentielle)**

acier d'armature

Salaire selon compétence.
Communiquer avec M. E. Martin à:

683-2561

STRUCTAL INC.

La Corporation du Foyer THERESE-MARTIN

Rivière Ouelle, Kam.

Centre d'Accueil pour adultes

126 lits

DEMANDE

DIRECTEUR GENERAL

Responsabilités:
Personne qui, mandatée par le Conseil d'administration, est responsable de l'administration de l'établissement, de l'élaboration et de la direction des programmes et des services, le tout en conformité avec les politiques et directives émises par le Conseil d'administration et le Ministère des Affaires sociales.

Exigences:
Être détenteur d'un diplôme universitaire en sciences administratives, sciences humaines ou autres domaines connexes, ou posséder une formation secondaire ou collégiale et avoir d'une expérience administrative jugée valable, dans le secteur des affaires sociales ou dans un domaine connexe. Posséder des connaissances adéquates en gérontologie.

Rémunération:
Suivant les normes du Ministère des Affaires sociales et selon les qualifications du candidat.

Inscription:
Veillez faire parvenir votre demande d'emploi par écrit, accompagnée de votre curriculum vitae complet (joindre vos attestations de diplômes, certificat de naissance) à la:

Présidente du Conseil d'Administration

Foyer Thérèse-Martin

Rivière Ouelle, Kam. G0L 2C0

Les candidatures seront reçues jusqu'au 9 août 1975 à 16 hres

LA COMMISSION SCOLAIRE DE SOREL

Offre d'emploi

CONSEILLER PEDAGOGIQUE EN EDUCATION PHYSIQUE SPORT ET PLEIN-AIR

Fonction:
— Conseiller le personnel de cadre responsable de ces domaines d'activités quant aux besoins des élèves, à la nature et au programme des activités à organiser, aux fournitures et au matériel spécialisé requis, à la participation du personnel des écoles et à l'utilisation des ressources existantes de la commission et du milieu;
— Animer le personnel de direction des écoles et particulièrement le personnel enseignant relativement à l'application du programme d'éducation physique et, notamment, à l'organisation d'activités sportives et de plein-air et ce dans les écoles de la Commission scolaire de Sorel (14 écoles) et / ou de la Commission scolaire Tracy (9 écoles).

Qualifications requises:
1. Avoir une autorisation personnelle et permanente d'enseigner décernée par le Ministère de l'Éducation.
2. Posséder un diplôme terminal de 1^{er} cycle dans la discipline appropriée dont l'obtention requiert un minimum de 16 ans d'étude.
3. Posséder une expérience valable dans le champ de la spécialisation et dans le milieu scolaire, conformément à la directive 74-68 de la D.G.E.E.S.
4. De plus, une attention particulière sera portée au candidat possédant une formation en animation, en pédagogie active et en pédagogie de l'audio-visuel.
5. A titre exceptionnel, une expérience supérieure aux exigences pourrait compenser pour une scolarité inférieure aux exigences et vice versa.

Traitement:
Dans une échelle de traitement se situant entre \$9,192 et \$17,116 (Echelle 74-75).
Toutes les personnes intéressées par la présente offre d'emploi sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae complet (y incluant les attestations requises) au plus tard lundi le 28 juillet 1975 à 16 heures à: **La Commission Scolaire de Sorel,
Directeur des Services du Personnel,
105, rue du Prince
Sorel, Québec, J3P 4J9**

SOREL, le 27 juin 1975.

La Commission Scolaire de Sorel

Offre d'emploi

CONSEILLER PEDAGOGIQUE EN ENSEIGNEMENT MORAL ET RELIGIEUX

Fonction:
• Le conseiller pédagogique se tient au courant des recherches, des changements et des innovations dans le domaine pédagogique, particulièrement en ce qui concerne les programmes et méthodes pédagogiques, les activités complémentaires, les manuels et autres matériels didactiques et l'évaluation du rendement scolaire.
• Conformément à la politique établie par la commission, il voit à l'implantation des innovations, sur base expérimentale ou autrement; il fait connaître les exigences de l'évolution dans son milieu et engage le milieu dans un processus continu d'évaluation. Il doit conseiller la commission et les personnes intéressées par ces sujets. Il a un rôle primordial d'animation pédagogique auprès du personnel enseignant de sa (ses) discipline(s).
• Il contrôle les résultats de l'application des diverses méthodes et évalue le progrès des élèves principalement en fonction de ces méthodes.
• Il peut conseiller en particulier sur l'achat d'équipement et de matériel didactique ainsi que sur l'aménagement des locaux.
• Il peut en outre conseiller sur des questions relatives aux programmes de perfectionnement du personnel pédagogique, planifier ces programmes et en évaluer les résultats.
• Il peut se voir confier toutes autres responsabilités inhérentes à sa fonction.

Qualifications requises:
1. Autorisation personnelle permanente d'enseigner.
2. Diplôme universitaire terminal de 1^{er} cycle exigeant ou moins 16 ans de scolarité dans la discipline.
3. Expérience d'au moins deux (2) ans dans un poste de niveau élémentaire.

Traitement:
Dans une échelle de traitement se situant entre \$9,192 et \$17,116 (Echelle 74-75).
Toute personne intéressée par la présente offre d'emploi est priée de faire parvenir son curriculum vitae complet (y incluant les attestations requises) au plus tard lundi le 28 juillet 1975, à 16:00 à:

Commission Scolaire de Sorel

Directeur des services du personnel,

105, rue du Prince,

Sorel, Québec J3P 4J9

Sorel, le 27 juin 1975

DAME DEMANDEE

Nous recherchons une dame pour travail régulier, trois (3) jours par semaine. Essentiellement bilingue et expérience du travail général de bureau. Emploi à St-Emile.

Faire parvenir votre curriculum vitae à:

C.P. 121

Québec (8), Qué.

CKRL-FM

89 virgule 1 - Québec

Station radiophonique à but non lucratif

EST A LA RECHERCHE D' ANIMATEURS et OPERATEURS (bénévoles)

pour sa programmation '75-'76

FONCTION: Animation musicale et information (à temps partiel)

EXIGENCES: Dynamisme, aptitude au travail d'équipe

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir un curriculum vitae ainsi qu'un projet radiophonique à:

M. Louis Gauvin, directeur général

Pavillon de Konink Local 0447

CKRL-FM

Cité Universitaire Québec 10

Pour informations: 686-5675

Les candidatures seront reçues jusqu'au 20 juillet



CONSOLIDATED
BATHURST

**CONSOLIDATED
BATHURST LIMITEE
USINE DE PORT-ALFRED
1^{re} RUE, PORT-ALFRED, QUE.**

requiert les services de

QUATRE (4) DESSINATEURS INDUSTRIELS

RESPONSABILITES:
Sous la surveillance normale, prépare l'aménagement, le montage, les détails, les diagrammes et les révisions. Travaille indépendamment spécifiant les tolérances, les limites, les ajustages, les dimensions et les méthodes de construction.

EXIGENCES:
Cours technique ou l'équivalent. Devra posséder les qualités nécessaires pour progresser dans l'échelle de classification selon les normes établies dans la convention de travail. Facilité de communication orale et écrite.

REMUNERATION:
Suivant les normes de la convention collective de travail et selon les qualifications des candidats.

INSCRIPTION:
Veillez faire parvenir votre demande d'emploi à l'adresse suivante:

Département du Personnel

Consolidated - Bathurst Limitée

542 - 1^{re} Rue

Port-Alfred, Qué.

LA SOCIETE DELTA

Est à la recherche d'un(e) programmeur(trice) connaissant le langage NEAT-3 avec un minimum de 3 ans d'expérience. Salaire et bénéfices marginaux attrayants.

Les intéressés(es) devront faire parvenir leur curriculum vitae à:

LA SOCIETE DELTA

C.P. 10,300 Ste-Foy, Qué. a/s Bureau du personnel

CENTRE HOSPITALIER DU HAUT-RICHELIEU

recherche une

ASSISTANTE CHEF ARCHIVISTE

Fonction:
Personne qui assiste l'archiviste en chef lors de décision importante, discute des nouvelles procédures et politiques à être mises en application, coordonne et dirige le travail et le personnel.

Qualifications:
— Être archiviste médicale autorisée.
— Être en règle avec l'A.A.M.P.Q.
— Minimum 2 années d'expérience comme archiviste.

Conditions de travail: Selon les normes du M.A.S. Faire parvenir votre curriculum vitae avant le 18 juillet 1975 au:

Service du Personnel

Centre Hospitalier du Haut-Richelieu

a/s de Jean-Marc Trudeau

920 boul. du Séminaire

St-Jean, Qué.

Tél.: 514-348-6101 poste 221

Acceptons frais virés

MAISON NOTRE-DAME DE LAVAL INC.

Centre d'accueil et de réadaptation pour adolescents

demande

EDUCATEURS - EDUCATRICES

L'éducateur travaille auprès d'un groupe d'adolescentes méadaptées socio-affectives. Il organise et participe aux programmes d'activités rééducatives et suit l'évolution des adolescentes par des rapports de comportement.

QUALIFICATIONS:
— Diplôme en éducation spécialisée OU
— B.Sc. en psychologie, orthopédagogie, criminologie, service social, psycho-pédagogie.
— Age minimum: 21 ans.
— Travailler à plein temps sur une base rotative incluant soirées et fins de semaine.
— Expérience auprès des jeunes.

Envoyer curriculum vitae complet à:

L'Agent de recrutement

Service du personnel

MAISON NOTRE-DAME DE LAVAL

310, boul. Cartier

Laval-des-Rapides, Qué.

PROJET HYDRO-ELECTRIQUE BAIE JAMES

Pour le compte de la société d'énergie de la Baie James et des compagnies participantes.

POSTES A COMBLER A MONTREAL

— **ANALYSTE EN GESTION DES STOCKS - SALAIRE ANNUEL:** \$11,750/minimum - \$14,000/moyen, (1 poste à combler).

— **NATURE DU TRAVAIL:** élabore des systèmes d'information sur le matériel et des politiques et méthodes de gestion; supervise l'implantation et en contrôle l'application.

EXIGENCES: grade 2. Formation de niveau collégial - Techniques administratives, 2 à 5 ans d'expérience pertinente ou - niveau secondaire, 5 à 8 ans d'expérience pertinente.

— **ADJOINT TECHNIQUE SALAIRE ANNUEL:** \$13,000/minimum, \$17,500/moyen, (1 poste)

NATURE DU TRAVAIL: surveille en usine la construction d'unités mobiles ou de maisons préfabriquées pour s'assurer que le fabricant effectue le contrôle qualitatif conformément aux plans, devis et normes spécifiées.

EXIGENCES: formation technique ou l'équivalent. De 4 à 5 ans d'expérience à titre de contremaître dans une usine de fabrication d'unités mobiles ou de maisons préfabriquées ou dessinateur-concepteur dans le domaine.

— **RECEVEUR/EXPEDITEUR - SALAIRE:** minimum \$252/sem., maximum \$340/sem. (1 poste)

NATURE DU TRAVAIL: expédie et reçoit des marchandises et tient les dossiers qui s'y rapportent.

EXIGENCES: formation de niveau secondaire ou l'équivalent. De 3 à 4 ans d'expérience dans le travail de réception et de l'expédition.

POSTES A COMBLER AUX CHANTIERS

— **INSPECTEURS - INTERMEDIAIRES / SALAIRE:** minimum \$290.25/sem., maximum \$350.25/sem. (Intermédiaires) 15 postes aux chantiers.

SENIORS/SALAIRE MINIMUM: \$332.50/sem. **MAXIMUM:** \$386.75/sem. 2 postes aux chantiers (senior)

NATURE DU TRAVAIL: surveille et inspecte les chantiers de construction de ponts, barrages, routes et autres ouvrages de génie, pour s'assurer qu'ils sont conformes aux contrats, plans, devis et règlements pertinents.

EXIGENCES - NIVEAU INTERMEDIAIRE: formation de niveau secondaire et posséder de 2 à 5 ans d'expérience ou formation technique de niveau collégial et posséder de 0 à 2 ans d'expérience (2 postes aux chantiers centrales et structures, 3 postes pour les routes et 10 postes pour digues et barrages).

EXIGENCES - NIVEAU SENIOR: 2 postes aux chantiers. Formation de niveau secondaire, plus de 5 ans d'expérience ou formation technique niveau collégial, de 2 à 5 ans d'expérience (routes, centrales et structures)

— **CHEF DE SECTION - INSPECTION - SALAIRE ANNUEL:** minimum \$14,000 - moyen \$18,000. (3 postes aux chantiers - routes).

NATURE DU TRAVAIL: inspection des voies publiques en construction pour s'assurer de la qualité de l'exécution et des matériaux, de l'observation des termes du contrat et des indications des dessins et devis.

EXIGENCES: formation de niveau secondaire ou l'équivalent, plus de 10 ans d'expérience dans le travail de construction de routes, apte à diriger des équipes ou formation universitaire en génie civil, quelques années d'expérience dans le travail de construction de routes, apte à diriger des équipes.

— **HOMME D'INSTRUMENT - CLASSE 2 - SALAIRE MINIMUM:** \$273.75/sem. **MAXIMUM:** \$315.75/sem. (Plusieurs postes aux chantiers).

NATURE DU TRAVAIL: recueillir des données relatives aux angles, écarts, points et courbes de niveau pour la construction ou de mise en plan en employant un théodolite, un niveau et d'autres instruments d'arpentage. Formation spécialisée en arpentage ou l'équivalent en expérience, un an d'expérience en topographie ou en construction, aptitude à travailler dans les galeries souterraines, être prêt à demeurer dans les camps satellites.

— **HOMMES D'INSTRUMENT - CLASSE 3 - SALAIRE MINIMUM:** \$316.50/sem. **MAXIMUM:** \$364.50/sem. (Plusieurs postes aux chantiers).

NATURE DU TRAVAIL: recueillir des données et effectuer des calculs relatifs aux angles écarts, points et courbes de niveau pour la construction ou de mise en plan en employant un théodolite, un niveau ou d'autres instruments d'arpentage.

EXIGENCES: formation spécialisée en arpentage ou l'équivalent en expérience, 2 à 3 ans d'expérience en topographie ou en construction, aptitude à travailler dans les galeries souterraines, être prêt à demeurer dans les camps satellites.

— **HOMME D'INSTRUMENT - CLASSE IV - SALAIRE MINIMUM:** \$332.50/sem. **MAXIMUM:** \$386.50/sem; (Plusieurs postes aux chantiers).

NATURE DU TRAVAIL: coordonne, surveille et vérifie l'exactitude des notes d'arpentage.

EXIGENCES: formation spécialisée en arpentage ou l'équivalent en expérience, de 4 à 5 ans d'expérience en topographie ou en construction, aptitude à travailler dans les galeries souterraines, être prêt à demeurer dans les camps satellites.

— **CHEF D'EQUIPE - ARPENTAGE - SALAIRE MINIMUM:** \$362.75/sem. **MAXIMUM:** \$451/sem. (4 postes aux chantiers).

NATURE DU TRAVAIL: surveille et vérifie l'exactitude des notes d'arpentage et distribue le travail aux équipes affectées aux levées topographiques et de construction.

EXIGENCES: formation spécialisée en arpentage ou l'équivalent en expérience 5 à 7 ans d'expérience en topographie ou en construction, aptitude à travailler dans les galeries souterraines, être prêt à demeurer dans les camps satellites, aptitude à diriger une équipe.

HEURES DE TRAVAIL: à Montréal: 37 1/2 heures/semaine de 5 jours.

aux chantiers: 60 heures/semaine de 6 jours.

LANGUE DE TRAVAIL: français

Faire parvenir votre curriculum vitae au Centre de Main-d'œuvre du Canada 2085 rue Union, suite 200, Montréal.

**Centre de
Main-d'œuvre
du Canada**

Main-d'œuvre
et Immigration

**Canada
Manpower
Centre**

Manpower and
Immigration

VENTE GEANTE DE FOURRURE

CHEZ LES PLUS GRANDS SPECIALISTES AU QUEBEC



LA PLUS VASTE COLLECTION DE "PRET-A-PORTER" PLUS DE 1500 FOURRURES DERNIERE NOUVEAUTE A PRIX SPECIAUX PRESAISON

AGNEAU

Manteaux en Agneau rasé teint brun. **\$269**

LOUP

Pantcoats en Loup naturel. **\$399**

CASTOR

Manteaux en Castor à long poil lustré foncé. **\$449**

RAT MUSQUE

Manteaux en Rat musqué teint Vison. **\$499**

CHAT

Pantcoats en Chat sauvage naturel. **\$549**

RAT MUSQUE

Manteaux en Rat musqué naturel, qualité supérieure. **\$559**

MOUTON

Manteaux en Mouton de Perse teint noir, ornés. **\$649**

RENARD

Manteaux en Renard roux ou gris naturel. **\$899**

CASTOR

Manteaux en Castor rasé et lustré. **\$899**

LOUTRE

Manteaux en Loutre Canadienne rasée et lustrée. **\$999**

CHAT OCELOT

Manteaux en Chat Ocelot naturel, unis ou ornés. **\$999**

CHAT LYNX

Manteaux en Chat Lynx naturel. **\$1199**

POUR HOMMES

Paletots en Agneau rasé teint brun, ornés. **\$299**

Paletots en Rat musqué naturel, ornés. **\$599**

Paletots en Chat sauvage naturel. **\$699**

MISE DE COTE

- CORRECTIONS D'AJUSTAGE GRATUITES
- PLAN MISE DE COTE ET CONDITIONS FACILES
- GARANTIE D'UN AN AVEC POLICE D'ASSURANCE
- ENTREPOSAGE GRATUIT LA PREMIERE ANNEE



Manteaux en Castor à long poil naturel. **\$349**

Manteaux en Rat musqué naturel. **\$449**

Manteaux en Loup naturel. **\$499**

Manteaux en Chat sauvage naturel. **\$599**

Manteaux en Vison naturel pastel ou foncé au choix:

PEAUX VERTICALES **\$799** PEAUX ALLONGEES **\$999**

